

EQUATEUR : FICHE PAYS – MAI 2022



Catégorie OCDE (2018) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): B-/Caa3/B-
 Change : USD (économie dollarisée depuis 2000)
 Horizon neutralité carbone : ND

FORCES

- Ressources naturelles abondantes
- Biodiversité unique : Iles Galapagos
- Soutien financier internationaux
- Potentiel touristique
- Amélioration du climat des affaires

FAIBLESSES

- Dépendance au secteur pétrolier et aux entrées de devises (économie dollarisée)
- Economie encore peu diversifiée
- Hausse de la pauvreté

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : en amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Après une chute de 7,8% en 2020 et une reprise partielle à 4,2% en 2021, l'activité continuerait son rebond entre 2,8% à 4,3% en 2022. Côté demande, le pouvoir d'achat des ménages devrait bénéficier de la reprise du marché de l'emploi, de la hausse du salaire minimum, des transferts de fonds de travailleurs expatriés, ainsi que de l'élimination de la TVA sur certains produits. Les dépenses d'investissement public devraient rester plus limitées compte tenu de la poursuite du processus de consolidation budgétaire, mais des nombreuses mesures destinées à inciter l'investissement privé sont en cours. Sur le front externe, les perspectives sont plutôt mitigées. Bien que l'Equateur soit un exportateur net de pétrole et bénéficie donc des prix soutenus, le conflit en Ukraine devrait pénaliser ses exportations non pétrolières à destination de la Russie (5^{ème} client à l'export du pays).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public a nettement diminué en 2021 à -1,5% du PIB (contre -6,1% en 2020), tiré par la hausse des recettes budgétaires (pétrole et taxes en particulier). Pour 2022, le déficit devrait continuer à se résorber tiré par les prix soutenus du pétrole et l'avancement du programme d'assainissement budgétaire. En décembre 2021, la dette publique aurait atteint 62,1Mds d'USD, soit environ 59% du PIB selon les données du Ministère des finances. A noter que le gouvernement est tenu de respecter le plafond limite d'endettement fixé par la loi à 40% du PIB.
- **Vulnérabilité extérieure** : L'Equateur devrait afficher un surplus courant pour la 3^{ème} année successive en 2022, favorisé par l'excédent de la balance commerciale, soutenu par les prix du pétrole, ainsi que par les transferts de fonds des travailleurs expatriés qui resteraient dynamiques. Cela conjugué aux tirages auprès de la ligne de crédit du FMI contribue à renforcer les réserves en devises du pays. Les conditions d'accès au financement sur les marchés sont par ailleurs revenues au niveau d'avant pandémie, après avoir atteint un pic au T1 2020 lorsque le pays a été mis en défaut sélectif par les agences de notation (suite à sa demande de report de paiement auprès des créanciers privés).
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : La rentabilité du secteur bancaire est en amélioration, mais n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant pandémie. Le ratio des fonds propres sur actifs pondérés demeure en revanche satisfaisant et le taux de NPL est en baisse.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Au pouvoir depuis mai 2021, le président de centre-droite, Guillermo Lasso s'est engagé à poursuivre la voie de la consolidation budgétaire initiée par son prédécesseur tout en mettant en place des mesures pour favoriser l'investissement privé. Les tensions au sein du législatif risquent cependant de limiter les ambitions du président.
- **Climat des affaires** : L'agenda politique libéral et pro-business du nouveau gouvernement laissent entrevoir une ouverture de l'économie équatorienne et une amélioration de l'environnement des affaires pour le secteur privé.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Lors de la COP 26, le président Lasso a annoncé une extension de près de 50% de la surface de la réserve maritime des Iles Galapagos, l'un des plus importants écrans de biodiversité au monde. Un mécanisme de conversion de la dette publique en investissement environnementaux a ainsi été proposé.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations
Pétrole	35,0%	Carburants	18,2%
Crustacés	19,0%	Machines, appareils méc.	11,4%
Bananes, fruits	16,3%	Véhicules	8,9%
Préparations poissons, crustacés	5,7%	Machines, appareils élect.	8,2%
Fleurs, plantes	4,0%	Produits pharmaceutiques	5,1%
		Etats-Unis	28,1%
		Chine	10,8%
		Panama	9,3%
		Chili	5,6%
		France (13ème)	1,4%
		Etats-Unis	21,4%
		Chine	20,7%
		Colombie	7,8%
		Brésil	4,1%
		France (20ème)	0,9%

Source: Cnucead



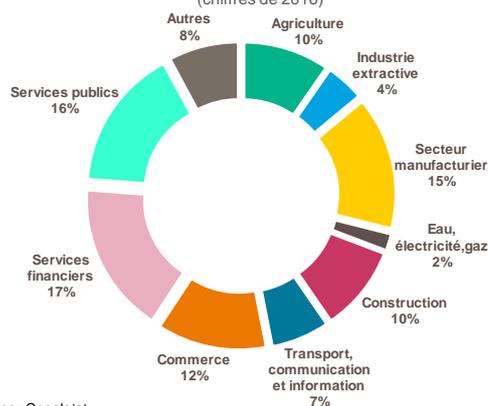
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EQUATEUR	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	104	108	108	99	106	115
<i>Rang PIB mondial</i>	63	63	64	62	62	64
Population (Mns)	16,8	17,0	17,3	17,5	17,8	18,0
<i>Rang Population mondiale</i>	68	68	68	68	67	67
PIB / habitant (USD)	6 217	6 319	6 261	5 670	5 979	6 412
Croissance PIB (%)	2,4	1,3	0,0	-7,8	4,2	2,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	6,1	6,0	5,5	6,1	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	47,0	49,1	51,4	60,9	59 ^e	54,5 ^f
Solde public (% PIB)	-4,5	-2,1	-2,7	-6,1	-1,5	-1,0 ^f
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,2%	-1,2%	-0,1%	2,6%	2,5%	2,9%
IDE (% du PIB)*	0,6%	1,3%	0,9%	1,2%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	1,0	1,2	1,3	3,6	3,2	2,9
Dettes extérieures totales (% PIB)	30%	33%	38%	46%	49%	49%
Dettes extérieures CT (% PIB)	1,0%	1,0%	0,8%	0,9%	NA	NA
Taux de change USD/EUR***	1,14	1,09	1,19	1,2	1,1	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés ^d	13,6	13,3	13,5	14,6	13,9	NA
Taux de NPL ^d	3,0	2,6	2,7	2,6	2,1	NA
ROE ^d	10,4	13,6	13,9	4,8	7,6	NA
ROA ^d	1,0	1,4	1,4	0,3	0,7	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	159	156	153	155	148	NA
Rang doing business (190 pays)*	114	118	123	129	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	92	93	94	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	102	102	103	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo avril 2020), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Asobanca; e : Ministerio de finanzas; f : Fitch Solutions

Equateur : Part des secteurs dans le PIB
(chiffres de 2016)



Sources : Cepalstat



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Un rebond progressif de l'activité qui se poursuivrait en 2022**

Après une chute de 7,8% du PIB en 2020, la reprise de l'activité en 2021 a été seulement partielle à +4,2%, même si plus importante qu'initialement prévue (3,5%¹). L'activité est ainsi restée 3,9% en dessous de son niveau de 2019 (avant crise sanitaire). La consommation des ménages a été le principal moteur de la reprise, malgré les mesures d'austérité mise en place dès 2020².

Pour 2022, les perspectives de croissance couvrent une fourchette assez large, comprise entre 2,8% à 4,3%³. Côté demande, le pouvoir d'achat des ménages devrait bénéficier de la baisse du chômage⁴, de la hausse du salaire minimum⁵, des transferts de fonds de travailleurs expatriés, ainsi que de l'élimination de la TVA sur certains produits (produits d'hygiène notamment). L'inflation resterait par ailleurs contenue⁶, malgré la hausse des prix (alimentaires et carburants en particulier).

Les dépenses du gouvernement resteraient plus limitées compte tenu de la poursuite du processus de consolidation budgétaire. D'où la volonté du nouveau gouvernement de mettre en place un agenda pro-business afin d'inciter l'investissement privé⁷. Cela est d'autant plus important que les flux d'IDE à destination du pays ont atteint le niveau le plus faible en 4 ans en 2021⁸.

Sur le front externe, les perspectives restent mitigées. Bien que le pays soit un exportateur net de pétrole et bénéficie donc des prix soutenus, il importe près du tiers de ses besoins en carburant (gazoline, diesel...) dont les prix augmentent également. La production pétrolière reste par ailleurs en dessous de la moyenne observée sur les deux dernières années⁹. De plus, le conflit en Ukraine devrait pénaliser les exportations non pétrolières du pays (bananes, crevettes, fleurs) à destination de la Russie en particulier

(Cf. Position extérieur). Les échanges commerciaux de l'Equateur avec la Russie et l'Ukraine s'élèvent à près de 5,8% du total des échanges du pays, soit le 2^{ème} plus important de la région, après le Paraguay.

- **Economie dépendante du secteur pétrolier**

La production de pétrole constitue une activité centrale de l'économie équatorienne. Le pétrole est le principal produit d'exportation (35% des exportations en moyenne et 1^{ère} source d'entrées de devises) et environ 28% des recettes budgétaires moyennes entre 2018 et 2020¹⁰. Le gouvernement compte sur l'accroissement de l'exploitation pétrolière et minière grâce à l'ouverture du secteur de l'énergie au secteur privé, dont l'objectif est de doubler la production de pétrole à l'horizon 2025. La production de pétrole connaît en effet une baisse ces dernières années liée d'une part, à la baisse de l'investissement et d'autres part, à l'érosion/enlèvement de terrains en région Amazonie qui affecte les infrastructures de transports (oléoducs) en particulier.

- **Reprise du crédit bancaire en 2021**

Le volume du crédit bancaire au secteur privé a atteint 25,5 Mds d'USD en 2021 (contre 23,4 Mds d'USD en 2020), soit une hausse de 9%¹¹. 71% des nouveaux crédits ont été destinés au secteur productif et 29% à la consommation.

En 2021, la rentabilité du secteur bancaire est en amélioration avec un ROE à 7,6% (contre 4,8% en décembre 2020) et un ROA à 0,7% (contre 0,3% en 2020), mais n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise¹². Le ratio des fonds propres sur actifs pondérés demeure en revanche satisfaisant à 13,9% et au-dessus du minimum réglementaire d'au moins 9%. Le taux de NPL des banques est en baisse à 2,1% du total des prêts (contre 2,6% l'an dernier).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Poursuite de l'assainissement budgétaire et des réformes promises**

¹ Il s'agit des prévisions de la banque centrale de novembre 2021.

² Afin de limiter la dégradation du déficit public dans le contexte de la crise sanitaire, l'Etat avait notamment mis en place des mesures telles que : la réduction des salaires des fonctionnaires, la baisse des subventions aux prix de l'essence et la hausse d'impôts. A noter toutefois que le dynamisme des transferts de fonds des travailleurs expatriés, qui a atteint un record en 2021 (+4,3 Mds d'USD) a soutenu la consommation locale.

³ La Banque Mondiale prévoit une croissance à +4,3% pour l'Equateur en 2022, contre +2,9% pour le FMI (prévisions avril 2022). La Banque centrale équatorienne est un peu moins optimiste avec une croissance à 2,8% pour cette année.

⁴ Selon les données du bureau des statistiques local (INEC) le taux de chômage s'élève à 4,3% en février 2022 (contre 5,4% sur la même période en 2021). A noter cependant que l'emploi informel toucherait encore près de 64% de la population active.

⁵ En janvier 2022, le salaire minimum est passé à 425 USD/mois, soit une hausse de 6,3%. La revalorisation salariale fait partie des promesses de campagne du président Lasso qui a promis un salaire minimum à 500 USD/mois à la fin de son mandat présidentiel.

⁶ Le FMI prévoit une inflation moyenne à 3,2% pour 2022, soit l'une des plus faibles de la région. En avril, l'inflation a atteint 2,9% en g.a., soit le niveau le plus élevé depuis janvier 2016.

⁷ Parmi les mesures mises en place par le gouvernement : réduction des taxes aux importations, ouverture du secteur de l'énergie à l'investissement privé, réintégration du pays au Centre d'arbitrage des règlements des différends internationaux de la Banque mondiale (CIRDI). En avril 2022, le gouvernement a aussi annoncé l'ouverture à la concession de 17 aéroports régionaux.

⁸ Les flux d'IDE entrants ont atteint 620 MUSD, soit une baisse de 44% par rapport à 2020 et de 36% par rapport à 2019.

⁹ La production de pétrole est passé d'une moyenne de 540.000 barils/jour (b/j) en 2019 à 509.000 b/j en 2020 et a atteint 477.000 b/j en 2021.

¹⁰ Source: Observatorio del Gasto Publico de Ecuador

¹¹ Source : <https://asobanca.org.ec/estudios-especiales/>

¹² Le ROE atteint 12,6% en moyenne entre 2017 et 2019 et le ROA, 1,3% en moyenne sur cette même période.



Sous-programme FMI, le gouvernement poursuit sur la voie de l'assainissement budgétaire initiée en 2020¹³. Le président Lasso a ainsi fait passer sa **réforme fiscale** (décembre 2021), dont l'objectif est d'augmenter les recettes de près de 1,9 Mds d'USD sur deux ans¹⁴. Cette réforme, entrée en vigueur en 2022, prévoit notamment une hausse des contributions fiscales des personnes physiques disposant d'un revenu supérieur à 5.000 USD/mois et/ou qui disposeraient d'un actif évalué à plus d'1 MUSD, ainsi que les entreprises dont les actifs dépasseraient 5 MUSD.

Le gouvernement a aussi ouvert le secteur de l'énergie à l'investissement privé, dont l'objectif est à la fois de doubler la production de pétrole à l'horizon 2025, afin d'augmenter les redevances perçues par l'Etat, et d'autres part, de limiter les dépenses publiques d'investissement dans ce secteur. Plusieurs entreprises publiques (chemin de fer, la poste, la compagnie aérienne TAME) feront par ailleurs l'objet d'appels d'offre en vue de leur concession au secteur privé¹⁵.

Pour 2022, le gouvernement prépare une nouvelle loi d'investissement qui engloberait 3 mesures principales: la création d'un cadre renforcé de partenariat public-privé pour des projets d'infrastructure¹⁶, la création de zones franches économiques, ainsi qu'une réforme de la structure et du contrôle gouvernemental du marché boursier afin de promouvoir de nouveaux investissements. Le gouvernement prévoit également de présenter sa réforme du marché du travail dans le courant de l'année.

- **Réduction du déficit budgétaire...**

Le déficit public a nettement diminué en 2021 à -1,5% du PIB (contre -6,1% en 2020), tiré par la hausse des recettes budgétaires (pétrole et taxes en particulier). **Pour 2022, le déficit devrait continuer à se résorber** (prévu autour de -1% du PIB¹⁷) compte tenu des prix soutenus du pétrole et de l'avancement du programme d'assainissement budgétaire afin respecter ses engagements avec le FMI.

L'Equateur bénéficie en effet d'un accord au titre d'un Mécanisme élargie de financement de 6,5 Mds d'USD, signé en 2020 par la précédente administration et qu'expirera à la fin de cette année. Le pays est ainsi dans l'attente de l'approbation du Conseil technique du FMI pour bénéficier des deux dernières tranches du

financement : 1 Mds d'USD prévus en juin et 700 MUSD en fin d'année.

- **...et de la dette publique**

La dette publique a progressé de près de 10 points à 61% du PIB en 2020. Elle reste majoritairement détenue par les non-résidents (environ 70% du total). Compte tenu de la dollarisation de l'économie, la dette publique équatorienne est émise en monnaie étrangère et donc pas soumise au risque classique de dévaluation¹⁸. A noter par ailleurs que malgré le recours au marché obligataire, près de 50% de la dette est encore détenue par les créanciers multi et bilatéraux.

En décembre 2021, la dette publique aurait atteint 62,1Mds d'USD, soit environ 59% du PIB selon les données du Ministère des finances. Selon les prévisions de Fitch Solutions, la dette publique devrait atteindre 54,5% du PIB en 2022. A noter que le gouvernement est tenu de respecter le plafond limite d'endettement fixé par la loi à 40% du PIB. Dans ce contexte, le pays devra réduire progressivement le ratio de dette/PIB en respectant les limites suivantes : 57% du PIB d'ici 2025, 45% du PIB à l'horizon 2030 et 40% du PIB dès 2032.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le surplus courant devrait perdurer en 2022**

L'Equateur exporte principalement des matières premières pas ou peu transformées. Le pétrole représente en moyenne 35% des exportations du pays¹⁹ et constitue la principale source d'entrées de devises. L'Equateur est également un grand exportateur de crustacés (crevettes) et d'autres produits issus de l'agriculture (bananes, fleurs en particulier).

En 2021, l'Equateur a affiché un surplus courant pour la deuxième année successive, favorisé par l'excédent de la balance commerciale (2,8 Mds d'USD en 2021) et le dynamisme de transferts des travailleurs expatriés (4,3 Mds d'USD).

Pour 2022, le FMI prévoit une progression du surplus courant du pays (autour de 2,9% du PIB), favorisé par les prix soutenus du pétrole et des transferts d'expatriés qui resteraient dynamiques. A noter cependant qu'une baisse des exportations non pétrolières (crevettes, bananes et fleurs) à destination de la Russie en particulier, ainsi qu'un ralentissement de la croissance des transferts de fonds et une demande d'importations

¹³ En 2020, face au creusement du déficit public, le gouvernement a mis en place des mesures d'austérité (réduction de la masse salariale publique, réduction du nombre de ministères, hausse de l'impôt sur les entreprises et baisse de l'investissement public), dont l'objectif était de limiter la hausse du déficit et de l'endettement.

¹⁴Source : <https://www.elcomercio.com/actualidad/negocios/reforma-tributaria-recaudacion-ecuador-ejecutivo.html>

¹⁵ A titre d'illustration, le gouvernement a annoncé la mise en concession de 17 aéroports régionaux en avril 2022.

¹⁶ L'objectif est d'augmenter la part de la participation du marché privé dans les secteurs historiquement dominés par le public.

¹⁷ Source Fitch Solutions. Le FMI s'est abstenu de publier des données sur le déficit public et la dette publique de l'Equateur.

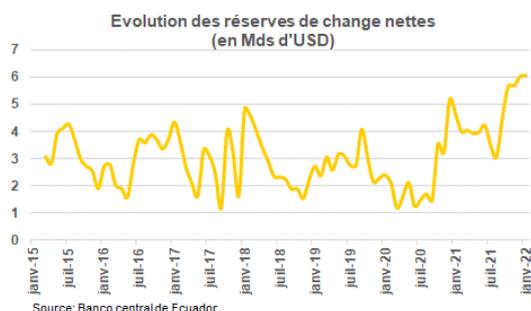
¹⁸ Comme cela peut être le cas dans les pays disposant d'un ancrage monétaire.

¹⁹ Moyenne entre 2017 et 2021 (CNUCED).



plus soutenue pourrait néanmoins réduire l'excédent courant prévu pour cette année. La Russie est en effet le 5^{ème} client à l'export de l'Equateur : 4,1% du total des exportations moyennes (2017-2021) du pays sont à destination du marché russe.

- **Hausse des réserves de change**

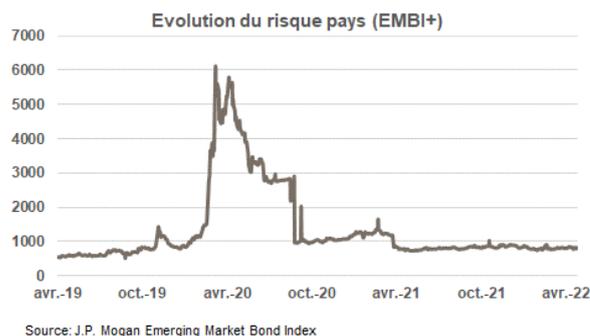


Après avoir atteint un niveau bas au S1 2020, les réserves de change de la banque centrale ont eu tendance à augmenter. Elles ont été favorisées dans un premier temps par l'aide internationale²⁰ et par le programme du FMI, intervenu sur la deuxième partie de l'année 2020. Ces deux facteurs, conjugués au surplus courant enregistré en 2020 et 2021, ainsi qu'au dynamisme des transferts de fonds d'expatriés²¹ ont contribué à la hausse des réserves du pays.

La promulgation de la loi de défense de la dollarisation (avril 2021) qui interdit désormais le financement du secteur public par la banque centrale devrait par ailleurs renforcer la position de liquidité en devises de la banque centrale et réduire la vulnérabilité du régime de dollarisation en Equateur.

Dans ce contexte, le gouvernement devrait faire appel au marché de la dette privée ou avoir recours au financement auprès des institutions internationales en cas de besoin. A noter que les conditions d'endettement sont par ailleurs revenues à leur niveau d'avant pandémie (Cf. graphique ci-dessous)²².

²⁰ Il s'agissait notamment des prêts d'urgence du FMI (643 MUSD) et de la Banque Mondiale (506 MUSD) dans le cadre de la lutte contre les effets de la crise sanitaire. L'Equateur a par ailleurs obtenu auprès des créanciers privés un report de paiement des intérêts de la dette dus en mars 2020 sur la deuxième partie de l'année, ainsi que le report à 2021 des paiements du capital (175 M USD) de la dette émise par l'entreprise pétrolière nationale Petroamazonas.



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Poursuite d'un agenda pro-business**

Au pouvoir depuis mai 2021, le président Guillermo Lasso de centre-droite s'est engagé à mener une politique pro-business et à réduire le déficit et la dette publique du pays.

D'importants progrès en matière d'ouverture économique et d'amélioration de l'environnement des affaires sont d'ores et déjà perceptibles. Le gouvernement a ainsi réduit les taxes en vigueur sur les importations, a demandé la réintégration du pays dans le CIRDI (organe de règlements des différends de la Banque Mondiale) et a apporté des changements réglementaires pour permettre la participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie notamment.

La réforme du marché du travail, une nouvelle loi d'investissement, ainsi que des nouveaux accords commerciaux²³ font également partie de l'agenda politique du nouveau gouvernement.

La crise institutionnelle que traverse le pays est toutefois source d'inquiétude pouvant limiter les ambitions du président. A noter par ailleurs la pression d'activistes écologiques et de populations autochtones contre le développement des activités extractives devraient rester importantes.

- **Volonté d'amélioration du climat des affaires**

L'Equateur est relativement moins bien classé aux indicateurs de gouvernance (Banque mondiale) que les pays voisins. Il est nettement moins bien noté en matière de qualité de la réglementation et peu de progression a été observée sur les questions de corruption. Ces lacunes en matière de gouvernance affectent aussi le climat des affaires.

²¹ L'Equateur a reçu près de 4,3 Mds d'USD de transferts de fonds en 2021 (environ 3,4% du PIB) et environ 3,2 Mds d'USD en 2020.

²² L'Equateur a en effet connu une très forte dégradation de la perception du risque souverain début 2020, en lien avec sa demande de report de paiement de la dette auprès des créanciers privés et qui avait alors conduit au placement du rating du pays en défaut sélectif auprès des agences de notation.

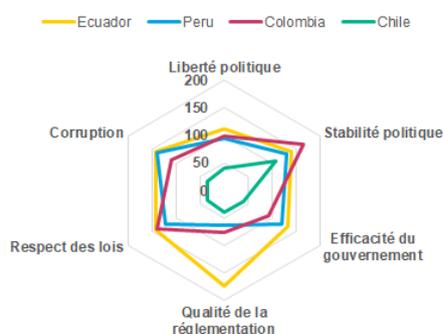
²³ Le gouvernement a notamment entamé des discussions avec la Chine afin de parvenir à un accord de libre échange à l'horizon 2023.



L'arrivée du nouveau gouvernement et les mesures prises visant à attirer l'investisseur privé (retour au CIRDI, l'ouverture de l'économie au secteur privé...), laissent entrevoir une volonté d'améliorer le climat des affaires du pays.

et de 20,9% sur ce même horizon, sous réserve d'un soutien financier international.

Indicateurs Banque mondiale 2019, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

L'Equateur, grâce aux Iles Galapagos, dispose de l'un des plus importants écrins de biodiversité au monde. Cette zone protégée de la pêche industrielle compterait plus de 2900 espèces marines. Lors de la COP 26, le président Lasso a annoncé une extension de près de 50% de la surface de la réserve maritime de l'archipel. Cette opération serait « financée » via notamment un mécanisme de conversion de la dette publique en investissement environnementaux. Une manière d'aider les pays en développement à financer la protection de l'environnement²⁴.

Environ 44 % des émissions de GES de l'Equateur seraient générées par le secteur extractif & énergie, suivi de l'utilisation des terres à 26% et du secteur agricole à 13%. En plus de la dépendance économique du pays au secteur pétrolier, près de 56% de la production d'électricité serait en provenance des centrales thermiques²⁵ (pétrole et gaz en particulier). A noter cependant que la part de la production en provenance des sources renouvelables tend à progresser grâce à la construction des diverses centrales hydroélectriques²⁶. L'énergie hydraulique devrait en effet jouer un rôle fondamental dans la politique climat du pays afin qu'il puisse atteindre ses objectifs de réduction des GES. L'Equateur s'est en effet engagé à réduire ses émissions de CO2 de 9% à l'horizon 2030

²⁴ Le tourisme représente environ 75 % des revenus des îles Galapagos (environ 110 MUSD/an). L'extension de la zone protégée pourrait notamment se traduire par une baisse de l'activité touristique. A priori seuls les chercheurs pour les besoins scientifiques auraient accès à la réserve protégée.

²⁵ Données 2015

²⁶ Plusieurs centrales hydrauliques ont été récemment construites ou sont en cours de construction en Equateur : *Delsitanisagua, Manduriacu, Mazar Dudas, Quijos, Sopladora, Toachi Pilatón, Minas San Francisco y Coca Codo Sinclair.*



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.